

Pour un nouveau paradigme du développement économique

Charles Clermont

Résumé: *La notion de développement a d'abord été conçue comme simple attribut de la croissance économique, chemin qu'étaient censées emprunter toutes les nations, en particulier celles qui émergeaient de la colonisation. La réalité s'est avérée plus complexe et les crises actuelles de la globalisation, crise de l'énergie, crise alimentaire, expansion des inégalités et persistance de la pauvreté, nous forcent à rechercher un nouveau paradigme. Le développement modèle « nature » apparaît comme le plus prometteur, car il est le plus adapté au contexte de la transition historique de la société industrielle à la société en réseaux. En cessant de considérer les êtres vivants comme de simples ressources du système économique, et en mettant la personne entière au centre de l'effort de développement, les politiques publiques sont guidées par l'objectif essentiel de créer en masse des entrepreneurs qui ont « la capacité à percevoir une réalité émergente et à agir en harmonie avec elle ».*

1. INTRODUCTION

Le développement est un processus complexe. C'est la première de trois leçons que tirait Enrique V. Iglesias, alors président de la Banque interaméricaine de développement, d'un demi-siècle d'observations (Emmerij, 1997). La seconde était que seule une approche d'ensemble marcherait, les solutions du type moniste étant inopérantes. Nous partageons avec lui ces deux conclusions. Mais comme l'indique le titre de cet article, nos opinions divergent quant à la troisième, à savoir qu'un nouveau paradigme n'est pas nécessaire et que « seul fait besoin un assortiment correct de concepts et d'outils pour gérer le processus du développement économique dans toute sa complexité ».

Nous croyons que les moments de crise sont propices à la remise en question d'idées tenaces. Il aura fallu la grande crise de 1929 pour que les décideurs admettent que le plein emploi n'était pas automatique dans les économies du monde occidental. Et sans la crise, John Maynard Keynes n'aurait pas eu la même audience. Aujourd'hui, le monde connaît de multiples crises – financière, environnementale, politique, culturelle –, témoins d'une profonde crise globale, celle de la mondialisation néolibérale. C'est donc le moment de remettre les dogmes en question.

Dans cet article, nous proposons un nouveau paradigme du développement économique. Nous débuterons par un bref historique du développement économique. Suivront des remises en question majeures pavant la voie à la recherche d'un nouveau paradigme. Finalement, nous exposerons le développement modèle « nature ».

2. BREF HISTORIQUE DE L'IDÉE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le développement économique en tant que discipline apparaît après la Deuxième Guerre mondiale en réponse aux forces en jeu dans le monde, celles, en particulier, qui résultaient du démantèlement des empires coloniaux, entre 1945 et 1965. La grande question était de savoir comment et à quel rythme l'économie des nouveaux pays indépendants allait croître.

Ce qui a prévalu au départ, c'est la croyance que la condition nécessaire et suffisante au développement économique est la *croissance*. La croissance devait résoudre tous les problèmes sociaux liés à l'emploi et à la pauvreté. Les pays non encore développés s'engageaient derrière ceux qui l'étaient déjà, selon une voie toute tracée que décrivit W. W. Rostow (1963): « À considérer le degré de développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes: la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité, et l'ère de la consommation de masse¹. »

Sur le plan théorique, Joan Robinson (1980) nous rappelait que « le concept même d'économie politique se développa en Europe occidentale, dans le contexte d'une rivalité des États nationaux, et il a été transmis, sans être remis en question, aux pays en voie de développement d'aujourd'hui, de telle sorte que le concept d'identité nationale a été forgé dans le cadre de l'idéologie du “développement”² ». ►

1. Rostow (1963), p. 13.

2. Robinson (1980), p. 8.

Pour mesurer le succès économique et comparer les pays, il suffisait d'une mesure unique, le produit national brut, puis le produit intérieur brut par tête d'habitant, qui avait l'avantage de masquer les fossés entre les catégories sociales.

À partir des années 1980, la notion même de développement est réduite à celle de flux financiers programmés répondant à un schéma unique alors que les succès du modèle asiatique indiquaient qu'il y avait une autre façon de faire que celle dictée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

On pourrait résumer cette théorie comme suit :

- Le développement est synonyme de croissance économique, celle des États-nations qui s'industrialisent, se modernisent.
- La modernité repose sur un a priori instrumental qui considère que minéraux, végétaux, animaux et humains ne sont que des ressources du système économique.
- La force motrice est d'abord l'État, puis l'entreprise, dans un contexte de libre échange, de déréglementation, etc., comme résumé dans le « Consensus de Washington³ ».
- Le monde est homogène et fait de consommateurs aspirant au niveau de vie des pays développés, entendons par là celui des pays occidentaux.
- L'amélioration des conditions de vie des populations résulte de l'égouttement du bien-être vers le bas (*trickle down*), ce qui contribue à l'élargissement des classes moyennes.
- Le cadre théorique sur lequel repose cette construction est le « fondamentalisme de marché », comme l'a baptisé George Soros, qui s'appuie sur l'économie néoclassique revue dans sa version anglo-saxonne censée être basée sur des lois scientifiques, au sens des sciences de la nature.

C'est cet ensemble de prémisses que la crise actuelle de la mondialisation nous force à reconsidérer.

3. « Consensus de Washington » : Nom donné à un corpus de politiques publiques censées favoriser la croissance et le développement dans le contexte de la globalisation : discipline fiscale, priorité aux dépenses en éducation et en santé, réforme de la taxation, libéralisation financière, taux de change unifié, libéralisation commerciale, investissement étranger direct, privatisation, déréglementation et respect des droits de propriété. Attribué à l'économiste américain John Williamson.

3. DES REMISES EN QUESTION MAJEURES

La crise « financière » initiée aux États-Unis en 2008 est en fait l'expression d'un ensemble de crises interdépendantes et interférentes, parmi lesquelles :

- la crise de l'énergie et de l'environnement mise en évidence par les changements climatiques ;
- la crise alimentaire et de l'eau, avec une augmentation de la faim dans un monde qui a pourtant les moyens de nourrir tous les habitants de la planète ;
- l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, qui a pour effet de creuser les inégalités au sein des pays riches, et entre ceux-ci et le reste du monde.

Cette conjoncture est responsable de ce que l'économie en tant que discipline traverse une grave crise de légitimité. D'autant plus que, d'une part, seule une petite minorité d'experts avait prévenu de l'ampleur des dangers que faisait courir au monde la déréglementation des marchés et, d'autre part, aucune solution viable ne semble émerger après cinq ans de crise. Nous sommes au cœur de la tourmente d'une économie mondiale qui apparaît de plus en plus comme un château de cartes dont Jean-Marc Vittori prédit « l'ultime krach » en 2016. Martin Wolf, lui, parle d'une pyramide de promesses construite sur un endettement insolvable et l'illusion d'une croissance future. N'est-il pas vrai que le développement tel qu'il nous a été vendu nous donnait justement ces pays comme archétypes ? Un Francis Fukuyama ne nous a-t-il pas annoncé la fin de l'Histoire avec le triomphe du modèle économique et politique du monde occidental ?

Nous nous positionnons ici en tant qu'Haïtien, citoyen d'un pays classé parmi les plus pauvres du monde et à propos duquel nous cherchons depuis des années à répondre aux questions du « grand pourquoi⁴ » et du comment : quelle voie de développement pour Haïti ?

Nous précisons dans cette section la nature de cette remise en question – que nous sommes loin d'être seul à faire, surtout depuis 2008 – de certains postulats de l'économie traditionnelle, ce corps de doctrines dont les hypothèses, méthodes et résultats se sont imposés au cours des deux derniers siècles. ►

4. Titre d'un article paru dans *The Economist* le 10 mars 2012, consacré à la sortie du livre *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, dont les auteurs sont Daron Acemoglu, économiste au MIT, et James Robinson. Ce dernier, professeur de sciences gouvernementales à l'Université Harvard, intervient de temps en temps sur Haïti.

Que le lecteur comprenne bien, il ne s'agit pas de « jeter le bébé avec l'eau du bain » en rejetant en bloc une discipline qui a tellement contribué au progrès de l'humanité. Tout comme la théorie de la relativité n'a pas invalidé la physique newtonienne, mais a permis d'en dépasser les limites en expliquant certains phénomènes de l'infiniment petit et de l'infiniment grand, nous croyons que la crise actuelle de la mondialisation a testé la solidité de l'édifice construit par Adam Smith, Léon Walras et tant d'autres, et des failles importantes sont apparues.

Nous estimons qu'il faut rechercher les vraies lois de l'économie. Jacques Généreux (2005) en propose dix. Nous nous contenterons d'en mentionner quatre, et nous sommes d'avis que cela justifiera amplement notre quête d'un nouveau paradigme du développement, un paradigme capable d'éclairer les vrais choix qui s'offrent à nous en ce début du 21^e siècle.

- *Les lois de l'économie sont les lois des hommes*, fondées sur des conventions, des règles et des institutions créées par et amendables par des hommes. *L'Homo oeconomicus*, ce calculateur infiniment rationnel, est un mythe dangereux, car, en voulant séparer la dimension spécifiquement économique, il soutient un projet d'enlever cette sphère du contrôle démocratique des communautés humaines; il nous faut une théorie du développement qui tienne compte de toutes les dimensions de la personne et du fait que l'économie est une science sociale.
- *Ce qui a de la valeur n'a pas de prix*: le débat sur la valeur est central. Penser que l'économie est la science des valeurs marchandes est simplement méconnaître le fait que ce qui a de la valeur dans la vie n'a pas de prix. Autre fait majeur: la définition d'une valeur objective des marchandises qui pré-existe à l'échange fait que la tradition économique privilégie une économie des grandeurs au détriment d'une économie des relations. Ce fait propre aux économies marchandes de mettre en scène des individus séparés qui entrent en relation non pas directement, mais par l'intermédiaire de la circulation des marchandises est discutable à l'âge de l'information et des réseaux. L'intangibilité fait que la circulation des biens et services dérive des relations, et pas le contraire.
- *L'efficacité des marchés*: tout l'édifice néoclassique tourne autour du fait que les marchés parfaitement concurrentiels – personne n'en a vu – assurent une allocation optimale des ressources. Une situation est optimale quand il n'est plus possible d'améliorer

le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'au moins un autre. Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, a rappelé que le marché est inefficace et que le libéralisme n'a pas de fondement en théorie économique. Le paradoxe qui porte son nom dit en substance que le marché laissé à lui-même ne peut améliorer son fonctionnement. Le concept de « marché efficace » est donc un oxymore.

- *La véritable efficacité, c'est la justice, la véritable justice, c'est l'égalité des libertés*. « Loin d'être séparable du choix d'un système économique, la justice est le problème économique majeur et intrinsèquement lié à toute question économique. Et ce pour deux raisons: (i) toute action en vue d'assurer un usage plus efficace des ressources affecte la répartition du bien-être entre les individus et soulève donc le problème de la juste répartition; (ii) si l'efficacité d'une société se définit par l'adaptation optimale de ses moyens aux fins qu'elle poursuit, **une société efficace est avant tout une société juste**⁵. » On recoupe ici la vision de Amartya Sen selon qui l'essence de la justice – et du développement – repose sur l'égalité des capacités des individus à transformer des moyens en résultats conformes à leur conception de la vie. À l'assemblée 2012 de la Banque interaméricaine de développement (BID), la représentante de la CEPAL⁶ a recueilli des applaudissements nourris quand elle a suggéré que la sortie de la crise mondiale exigeait l'égalité: « Igualar para crecer⁷. »

Il y a beaucoup à remettre en question et les temps que nous vivons nous offrent la chance d'explorer d'autres possibles. Une crise est une chose trop importante pour être gaspillée. Atteignons-nous donc ensemble à trouver les voies vers un meilleur développement.

4. À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PARADIGME

La première piste qui aura été explorée est celle du « changement dans la continuité ». Elle est proposée par ceux qui reconnaissent que l'humanité se doit de renoncer à la croissance destructrice tout en considérant qu'il serait suicidaire de renoncer à toute forme de croissance, et qu'il faut par conséquent poser la question à savoir ce qui doit croître et ce qui doit décroître. D'où l'effort vers une nouvelle ►

5. Généreux (2005). C'est nous qui soulignons.

6. Commission économique pour l'Amérique latine.

7. « L'égalité comme fondement de la croissance. » (Traduction très libre)

économie verte, vers un développement durable, selon la définition proposée en 1987 par le rapport Brundtland : « Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Entre dans cette catégorie le capitalisme naturel, un modèle économique s'efforçant de diminuer notre impact sur l'environnement, de restaurer les écosystèmes et d'augmenter la productivité des ressources naturelles que nous utilisons.

D'autres pistes, qui répondent aux mêmes préoccupations, concernent l'utilisation de produits moins dommageables pour l'environnement, ceux qui sont biodégradables, par exemple, ou les produits plus « immatériels » parce que manufacturés avec moins de matière et d'énergie. Une autre voie prometteuse est celle qu'offre le monde des idées, de la culture, la noosphère, qui nous permet d'échapper aux limitations inhérentes à la lithosphère (le minéral) et à la biosphère (le vivant). Certains pensent que le monde du sens, du design, de l'esthétique générera de nouvelles industries gigantesques. Selon Michael Strong, « Chief Visionary Officer » de l'entreprise FLOW, « beaucoup des grands entrepreneurs du 21^e siècle seront des entrepreneurs qui créeront des entreprises exceptionnelles, productrices prééminentes de beauté, de grâce, de culture et d'expérience, de bonheur et de bien-être⁸ ».

Nous devons cependant aller plus loin, ceci pour trois raisons :

- Le respect de l'environnement passe par des changements de comportements qui prendront sans doute plusieurs générations.
- Entre-temps, la misère et la pauvreté dans le monde s'étendent : un rapport des Nations Unies publié en 2003 mentionnait 54 pays devenus plus pauvres qu'en 1990⁹ ; depuis la crise, les choses ont empiré et il n'y a pas vraiment d'espoir à l'horizon.
- La démographie, avec les disparités géographiques qui l'accompagnent – des populations qui se rétrécissent d'un côté, et d'autres, ailleurs, qui explosent –, crée d'énormes problèmes de migration.

Nous avons parlé du monde, mais notre préoccupation est Haïti, où la dégradation de l'environnement atteint des degrés tels que l'on est en droit de se poser la question : « N'est-il pas trop tard ? » La pauvreté et la misère font des ravages au quotidien et on n'en voit pas la fin. Combien, parmi les dix millions d'êtres humains qui forment la

population haïtienne, osent encore rêver d'un avenir différent ? Et pourtant...

5. LE DÉVELOPPEMENT MODÈLE « NATURE »

Nous faisons reposer tout ce qui suit sur un a priori, à savoir que la *finalité du développement*, c'est l'être humain. Nous considérons également que le développement est de l'ordre du processus. Ce n'est pas un état dans lequel un pays, une région, une communauté se retrouve une fois pour toutes. Nous en voulons pour preuve le mal-être psychique et moral qui s'installe au cœur du bien-être matériel dans la plupart des pays dits « développés ». Cette réalité nous force à dépasser la conception techno-économique du développement. « L'idée de développement est une idée sous-développée », disait Edgar Morin.

Selon Stephen R. Covey (2006), au cœur des problèmes contemporains se trouve un paradigme incomplet de ce que nous sommes. Les principaux actifs de l'âge industriel sont les machines et le capital – des choses. Les personnes sont traitées comme des choses dont l'utilisation efficace fait intervenir le corps et, dans certains cas, le mental. La réalité fondamentale est que les êtres humains ne sont pas des choses qu'il faut motiver et piloter ; ils sont à quatre dimensions : corps, mental, cœur, esprit. C'est sur le *paradigme de la personne entière* que doit être fondé le développement à l'âge de l'information et de la communication.

Nous croyons fermement que, dans sa nouvelle version, le paradigme du développement s'applique tant à la personne entière qu'aux entreprises, à la société, au monde entier. Les communautés de personnes sont des *entités vivantes*. Elles doivent donc être appréhendées comme des *systèmes complexes* qui échangent constamment avec leur environnement, leur contexte.

Et le *contexte*, comme Manuel Castells l'a montré dans sa trilogie sur l'ère de l'information, est celui de la transition historique de la société industrielle à la société en réseaux. Les poly-crisis dont nous sommes les témoins ne sont que les syndromes de l'évolution vers cette société en réseaux. Cette dernière est une nouvelle structure sociale en formation qui est faite de réseaux dans les dimensions clés de l'organisation et de la pratique sociale. « Parce que les réseaux ne s'arrêtent pas à la frontière de l'État-nation, la société en réseaux s'est constituée en système global ouvrant la voie à la nouvelle forme de globalisation, caractéristique de notre époque¹⁰. » En prolongement de cette observation, ►

8. Strong (2009), p. 15. (Traduction libre)

9. Cité dans Morin (2011), p. 25.

10. Castells (2010), p. XVIII.

nous partons du fait qu'il y a une communauté faite d'hommes et de femmes ayant en commun une identité haïtienne même quand ils ont des citoyennetés diverses. Ils sont connectés dans la société en réseaux. C'est pourquoi nous proposons que l'entité à développer sur laquelle doivent porter nos efforts soit la *communauté haïtienne*, tous passeports confondus et en quelque lieu que se trouvent ses membres. Comment concevoir ce que signifie le développement d'une communauté haïtienne au sein de l'économie mondialisée? Quels sont les rapports à développer entre la *communauté de l'intérieur* – celle qui vit sur le territoire d'Haïti – et celle de l'extérieur?

Quelle est la bonne définition du développement qui s'applique à cette communauté haïtienne? Nous partons d'un consensus qui a émergé depuis la tragédie du 12 janvier 2010, à savoir que nous avons un monde à recréer. Peter Senge et ses coauteurs nous disent que, pour recréer le monde, nous serons amenés à participer à des changements «à la fois profondément personnels et intrinsèquement systémiques. Les dimensions profondes du *changement transformationnel* représentent un territoire inexploré à la fois dans la recherche contemporaine en matière de développement et dans notre compréhension du leadership en général. [...] Cette ignorance ne concerne pas le quoi et le comment – non pas ce que font les leaders et comment ils le font – mais le qui: qui nous sommes et le lieu intérieur ou la source à partir de laquelle nous opérons, individuellement et collectivement¹¹ ».

«Changement profond» est synonyme d'apprentissage. Notre communauté haïtienne doit devenir une *organisation apprenante*. Selon Peter Senge, les organisations apprenantes sont celles «où les gens développent continuellement leur capacité à créer les résultats qu'ils désirent vraiment, où des modèles nouveaux et dynamiques sont cultivés, où les gens apprennent continuellement comment apprendre ensemble¹² ».

Quand ce qui est en jeu est le développement d'une communauté, nous devons apprendre à marier le personnel et le collectif. Ce rapport entre le tout et la partie, entre nous et notre communauté est celui qui existe entre un organisme vivant et ses parties. Celles-ci ne sont pas des pièces détachées qui ont été assemblées en un tout. Nous sommes, à l'instar d'une semence, un lieu par où passent les ressources de l'environnement pour nourrir notre collectivité. Et apprendre requiert une combinaison de corps, de mental, de cœur et d'esprit, une personne entière.

11. Senge et al. (2004), p. 5.

12. Senge (1990/2006), p. 3.

Pour créer l'avenir que nous souhaitons pour la communauté, il faut que chacun d'entre nous soit un *entrepreneur* au sens que lui donne Otto Scharmer: «La capacité entrepreneuriale [est] l'expression de la capacité à percevoir une réalité émergente et à agir en harmonie avec elle¹³.» La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons tous développer cette capacité.

6. CONCLUSION

Dans ce monde qui bouge, nous pouvons créer l'Haïti que nous désirons si nous sommes prêts à apprendre ensemble. Ce que nous apprenons seuls peut nous aider à effectuer des changements superficiels dans nos entreprises et dans la communauté. Mais les changements profonds dans notre pays comme dans le monde requièrent un levier qui n'est rien d'autre que... les autres, précisément.

Brian Arthur¹⁴ disait: «Toute innovation substantielle repose sur un voyage intérieur vers un lieu plus profond d'où émerge le savoir.» Nous sommes tous des entrepreneurs, certes (même si nous n'en avons pas toujours conscience), mais l'*éducation à l'entrepreneuriat* est le véhicule qui nous permettra de faire ce voyage vers la création du monde que nous désirons.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie de tout cœur les membres du comité éditorial qui ont assuré la révision de la première version de ce texte. Il a fait de son mieux pour prendre en compte leurs commentaires combien pertinents. Il remercie également ses amis qui ont eu la patience de me relire et de me proposer des corrections ou des changements. Il demeure bien entendu entièrement responsable des erreurs, imprécisions ou omissions contenues dans la présente version. ■

BIBLIOGRAPHIE

- CASTELLS, Manuel (2010). *The Rise of the Network Society*, Chichester, Blackwell Publishing.
- COVEY, Stephen (2006). *La 8e Habitude*, Paris, Éditions Générales First.
- EMMERIJ, Louis (1997). *Economic and Social Development into the XXI Century*, Washington, D.C., Interamerican Development Bank.
- GÉNÉREUX, Jacques (2005). *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Éditions du Seuil.
- MORIN, Edgar (2011). *La Voie*, Mesnil-sur-l'Estrée, Arthème Fayard.

13. Scharmer (2007), p. XVI.

14. Cité dans Senge et al. (2004), p. 13

- ROBINSON, Joan (1980). *Développement et sous-développement*, Paris, Economica.
- ROSTOW, W. W. (1963). *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Éditions du Seuil.
- SCHARMER, C. Otto (2007). *Theory U*, Cambridge, MA, Sol Publishing Company.
- SENGE, Peter (1990/2006). *The Fifth Discipline, The Art and Practice of the Learning Organization*, New York, NY, Currency Doubleday.
- SENGE, Peter, C. Otto SCHARMER, Joseph JAWORSKI et Betty Sue FLOWERS (2004). *Presence, An Exploration of Profound Change in People, Organizations and Society*, New York, Doubleday.
- SENGE, Peter, C. Otto SCHARMER, Joseph JAWORSKI et Betty Sue FLOWERS (2004). *Presence, An Exploration of Profound Change in People, Organizations and Society*, New York, Doubleday.
- STRONG, Michael. *Be the Solution, How Entrepreneurs and Conscious Capitalists Can Solve All the World's Problems*. Hoboken, NJ: Freedom Lights Our World, 2009.

Charles Clermont est membre des conseils d'administration de la Société Financière Haïtienne de Développement SA (SOFI-HDES) et de la Société Générale de Solidarité SA (SOGESOL). Il est également membre fondateur de l'Institut du Développement Personnel et Organisationnel (IDEO) et de la compagnie d'électricité E-Power SA.. Ingénieur de l'INSA de Toulouse (France), il est titulaire d'une Maîtrise de la Fletcher School of Law and Diplomacy (USA). Il a été Vice-Président Fondateur de l'Association des Économistes de la Caraïbe (ACE) et un conseiller de la Présidence Haïtienne en matière d'accords commerciaux et d'intégration régionale. charlesclermont@gmail.com

